

Dans l'éducation nationale comme partout, la crise sanitaire met en évidence la faillite structurelle de l'Etat et du Capitalisme

Depuis le déclenchement du confinement, nous, travailleuses et travailleurs de l'éducation, devons assurer notre mission dans un contexte professionnel nouveau auquel nous n'étions pas préparés. Nous nous sommes organisés, malgré les injonctions contradictoires de nos chefs et leur totale incapacité à anticiper et à garantir notre sécurité. Nous travaillons à élaborer et définir nos missions malgré des consignes pédagogiques qui tombent parfois - comme dans l'académie de Créteil - 3 semaines après le début du confinement, la veille des vacances. Certains de nos collègues sont tombés malades en assurant leur indispensable mission car ils ne disposaient pas des protections nécessaires à la préservation de leur intégrité physique.

Nous nous acquittons toutefois de ces tâches malgré notre hiérarchie qui volontairement ignore les difficultés sociales auxquelles sont confrontés nos élèves :

- Confinement dans des lieux exigus et parfois insalubres ;
- Situations catastrophiques (isolement, insalubrité, faim) des jeunes dépendant des services sociaux eux même exsangues depuis des années ;
- Absence fréquente de matériel informatique et de connexion internet permettant le maintien d'une vie sociale à distance et le maintien d'un lien pédagogique.

Nous exigeons donc que soient immédiatement prises les mesures suivantes:

- Protection des personnels en exercice dans les établissements scolaires ;
- Hausse des budgets des services sociaux afin de permettre un bon encadrement humain des jeunes, ainsi que l'amélioration de leur confort intellectuel et matériel (achat de nourriture de qualité, de livres, de jeux) ;
- Régularisation immédiate et sans condition de tous les sans-papiers ;
- Réquisition immédiate de matériel informatique neuf et de clés 4G afin de pouvoir équiper gratuitement toute la population, garantir à tous les élèves leur droit inaliénable à l'éducation, et permettre à tous de maintenir un lien social ;
- Gratuite immédiate et totale d'internet pour toute personne résident en France. Internet doit être considéré comme un bien commun et un service public et devrait être d'accès libre et gratuite sans condition de ressource ni d'identification.

Il va de soi que ces mesures constituant un minimum vital devront être prolongées après la crise sanitaire que nous traversons.

Des travailleurs de l'éducation nationale

CNT-AIT – Anarchosyndicalisme !
contact@cnt-ait.info <http://cnt-ait.info>
<http://cntaittoulouse.lautre.net>

FB : @chats noirs.turbulents
@cnt.ait.toulouse

